

Les crédits

tions canadiennes, qui prévoient la tenue d'élections générales au moins tous les quatre ans.

Cette motion a été proposée par mon estimé collègue de Glengarry—Prescott—Russell. Elle est extrêmement sérieuse et importante.

En 1983, le premier ministre actuel a déclaré à la Chambre que le gouvernement devrait respecter la tradition britannique qui exige que des élections aient lieu non pas tous les cinq ans, mais tous les quatre ans, de façon à permettre au peuple de juger le comportement du gouvernement.

Je suis entièrement d'accord avec le premier ministre. Je dois le féliciter de s'en être tenu à ses principes lors de son premier mandat en qualité de premier ministre de notre pays. En fait, c'est après quatre ans qu'il a déclenché les élections de 1988 ayant déclaré qu'il était dans la tradition canadienne d'avoir des élections une fois qu'un gouvernement avait achevé quatre années de son mandat.

On s'attendrait à ce qu'une personne aussi attachée aux principes fasse la même chose quatre ans plus tard. Malheureusement, ce même premier ministre a décidé que certaines choses l'emportaient sur les principes. Ce qui est encore plus malheureux, c'est que le premier ministre et ses collègues conservateurs n'ont que trop souvent mis de côté leurs principes au cours des huit dernières années.

D'après les derniers sondages, le taux de popularité du gouvernement actuel s'établit à 22 p. 100 seulement. Je voudrais passer brièvement en revue aujourd'hui certains des facteurs qui ont amené les Canadiens à perdre confiance dans le gouvernement.

C'est d'abord et avant tout l'économie. Le gouvernement conservateur l'a absolument mal administrée. Le magazine *Canadian Business Economics* signale dans son numéro inaugural que les hausses d'impôt depuis 1984 ont été d'une ampleur sans précédent. L'augmentation du fardeau fiscal au Canada a été de loin la plus forte parmi les pays du G7.

Les taxes frappant le secteur ménager au Canada ont connu une hausse de 6,7 p. 100 du produit intérieur brut entre 1984 et 1991. En comparaison, cette hausse n'a été que de 1,3 p. 100 aux États-Unis. De plus, le fardeau fiscal additionnel pesant sur la famille canadienne moyenne se sera alourdi de 1 894 \$ en 1992.

On reconnaît généralement que le plus grand défi que le Canada doit relever, c'est d'être plus compétitif dans l'économie mondiale interdépendante et très compétitive d'aujourd'hui. Certains signes sérieusement inquié-

tants concernant notre compétitivité et nos faiblesses sont apparus depuis dix ans. Plus précisément, par rapport à nos principaux concurrents internationaux, la croissance de notre productivité manufacturière et de notre performance technologique —deux indicateurs fondamentaux de compétitivité —a été très faible. Notre capacité de soutenir la concurrence dans l'économie mondiale d'aujourd'hui en perpétuelle évolution s'en trouve minée, surtout à cause de l'ampleur de la dette nationale que les Canadiens ont à financer.

L'excédent sur le commerce des marchandises du Canada est tombé de 19,8 milliards de dollars en 1984 à 11 milliards en 1991. Le solde courant du Canada est passé d'un excédent de 2 milliards de dollars en 1984 à un déficit de 27 milliards en 1991.

La part du commerce mondial du Canada a glissé de 5 p. 100 en 1979 à 4 p. 100 en 1989. La part canadienne du commerce mondial en produits de technologie de pointe n'est que de 2,6 p. 100 contre 3,5 p. 100 en 1971. La productivité de la main-d'oeuvre canadienne n'a augmenté que de 1,8 p. 100 entre 1979 et 1989, contre 5,5 p. 100 au Japon et 3,2 p. 100 aux États-Unis. Le Canada a perdu plus de 200 000 emplois dans le secteur de la fabrication au cours des 30 derniers mois, la plupart en Ontario.

• (1330)

Pour satisfaire aux exigences de la mondialisation, une importante restructuration des économies industrielles s'impose. Malheureusement, le gouvernement n'a rien fait pour répondre à ces exigences.

Le Canada a besoin d'une politique qui tienne compte de l'évolution de l'économie et aide les Canadiens à s'y adapter. Une première étape consisterait à reconnaître le lien qui existe entre le libre marché et le gouvernement.

Les libéraux préconisent une politique de commerce mondial axée sur les priorités commerciales stratégiques du Canada. Elle atténuerait notre dépendance à l'égard des États-Unis et viserait à faire du Canada la première économie du continent ouverte sur le monde entier.

Les libéraux reconnaissent que la politique commerciale doit être étroitement liée à la politique intérieure. Les politiques monétaire et budgétaire ainsi que les politiques sur l'investissement, la formation, l'enseignement et la recherche doivent être harmonisées avec notre politique commerciale. Le gouvernement conservateur n'a pas tenu compte de cette nécessité. Les conservateurs n'ont pas pris conscience non plus qu'il fallait repenser notre conception de l'enseignement et de la formation professionnelle, de la recherche et du développement,